

**ARRETE DE MAIN LEVEE
D'UN PERIL ORDINAIRE D'IMMEUBLE**

Réf : FB//JLT

Nous, Maire de la ville de CAUDRY, Conseiller Départemental

Vu l'article L.2212-2 et L.2212-24 du Code Général Des Collectivités Territoriales,
Vu les articles L.511-1 à L.511-4 du Code de la Construction et de l'Habitation,
Vu l'arrêté de mise en sécurité pris en date du 06 décembre 2022,
Vu la facture de monsieur PROUVEUR Anthony, artisan couvreur en date du 05 décembre 2023,
Vu les constatations réalisées sur l'habitation sise au 23 rue de Belfort à CAUDRY, cadastrée en section AR, parcelle N°700, par le Chef de service de première classe Jean-Louis TOUZARD, attestant la facture de monsieur PROUVEUR Anthony,

CONSIDERANT :

Qu'il résulte de ces constatations que les travaux de sécurisation demandés par Monsieur FAUQUEMBERGUE, homme de l'art de la ville de Caudry, ont été réalisés,

CONSIDERANT :

Que sur place, l'artisan couvreur a constaté que deux rives en zinc s'étaient envolées laissant un trou dans la toiture et qu'une antenne menaçait de tomber chez le voisin,

CONSIDERANT :

Qu'il y a lieu de lever l'arrêté de mise en sécurité pris sur l'immeuble sis au 23 rue de Belfort à CAUDRY-59540-,

ARRETE

Article 1^{er} :

Sur la base des constatations réalisées par le chef de service de police municipale Jean-Louis TOUZARD en date du 14 décembre 2023, il est pris acte de la réalisation des travaux sur l'immeuble sis au 23 rue de Belfort à CAUDRY-59540-, propriété de M.LEFORT Olivier, domicilié 410 route de Quiévy à BETHENCOURT 59540-, à savoir :

- ➔ Sécurisation des deux cheminées
- ➔ Retrait d'une antenne menaçante
- ➔ Remplacement de rives en zinc

Article 2 :

En conséquence, il est prononcé à la mainlevée de l'arrêté de mise en sécurité pris sur l'immeuble sis au 23 rue de Belfort à CAUDRY, cadastrée en section AR, parcelle N°700, en date du 06 décembre 2022, appartenant à Monsieur LEFORT Olivier, domicilié 410 route de Quiévy à BETHENCOURT 59540-.

Article 3 :

Le présent arrêté sera notifié à Monsieur LEFORT Olivier, domicilié 410 route de Quiévy à BETHENCOURT 59540-, propriétaire de l'immeuble concerné et affiché sur le site de la ville.

Article 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Lille sis 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039 59014 LILLE, dans un délai de deux mois suivant sa publication et sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

Article 5 :

Ampliation de cet arrêté sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet à CAMBRAI, à Madame la Procureure de la République près de Tribunal Judiciaire de CAMBRAI et à Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France

Article 6 :

Madame la Directrice Générale des Services de la Ville,
Monsieur le Chef de service de la Police Municipale
sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et affiché selon la réglementation en vigueur.

Fait à CAUDRY le 28 décembre 2023

Le Maire
Conseiller Départemental



Frédéric BRICOUT

